

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21443 - 79ÈME ANNÉE

Nouveau rapport rappelant les richesses sous-exploitées de La Réunion

La révolution solaire confirmée par l'Agence internationale de l'énergie

L'expansion massive des énergies renouvelables ouvre la porte à l'atteinte de l'objectif mondial de triplement fixé lors de la COP28, affirme l'Agence internationale de l'Énergie dans son rapport annuel consacré aux énergies renouvelables.

Le monde a ajouté 50 % de capacité renouvelable en plus en 2023 qu'en 2022 et les cinq prochaines années connaîtront la croissance la plus rapide à ce jour, mais le manque de financement pour les économies émergentes et en développement reste un problème clé.

La Chine tire vers le haut : en 2023, la Chine a installé autant de solaire photovoltaïque que le monde entier en 2022.

95 % des nouvelles installations étaient du solaire photovoltaïque et de l'éolien terrestre. Le coût du solaire photovoltaïque a baissé de 50 % en un an et son potentiel est le plus important.

L'hydrogène prend du retard, seulement 7 % des projets annoncés pourraient être mis en service d'ici l'échéance 2030.

Il incombe à La Réunion d'être intégrée dans cette dynamique qui l'amènera à l'autonomie énergétique, sans biomasse et carburants importés.

La capacité mondiale de production d'électricité renouvelable augmente plus rapidement que jamais au cours des trois dernières décennies, ce qui lui donne une réelle chance d'atteindre l'objectif de tripler la capacité mondiale d'ici 2030 que les gouvernements ont fixé lors de la conférence sur le changement climatique COP28 le mois dernier, selon l'AIE. dans un nouveau rapport.

La quantité de capacité d'énergie renouvelable ajoutée aux systèmes énergétiques du monde entier a augmenté de 50 % en 2023, atteignant près de 510 gigawatts (GW), l'énergie solaire photovoltaïque re-

présentant les trois quarts des ajouts dans le monde, selon Renewables 2023, la dernière édition du Rapport de marché annuel de l'AIE sur le secteur. La plus forte croissance a eu lieu en Chine, qui a mis en service autant d'énergie solaire photovoltaïque en 2023 que le monde entier en 2022, tandis que les ajouts d'énergie éolienne en Chine ont augmenté de 66 % sur un an. L'augmentation de la capacité des énergies renouvelables en Europe, aux États-Unis et au Brésil a également atteint des sommets sans précédent.

95 % de la croissance vient du solaire et de l'éolien

La dernière analyse est la première évaluation complète des tendances mondiales en matière de déploiement des énergies renouvelables depuis la conclusion de la conférence COP28 à Dubaï en décembre.

Le rapport montre que, compte tenu des politiques actuelles et des conditions du marché, la capacité mondiale d'énergie renouvelable devrait désormais atteindre 7 300 GW sur la période 2023-2028 couverte par les prévisions.

Le solaire photovoltaïque et l'éolien représentent 95 % de cette expansion, les énergies renouvelables dépassant le charbon pour devenir la plus grande source mondiale de production d'électricité d'ici début 2025. Mais malgré la croissance sans précédent des 12 derniers mois, le monde doit aller plus loin pour tripler sa capacité d'ici 2025. 2030, ce que les pays ont convenu de faire lors de la COP28.

L'éolien terrestre et le solaire photovoltaïque moins chers que le thermique

« Le nouveau rapport de l'AIE montre que, dans le cadre des politiques et des conditions de marché actuelles, la capacité mondiale des énergies renouvelables est déjà en passe d'augmenter de deux fois et demie d'ici 2030. Ce n'est pas encore suffisant pour atteindre l'objectif de la COP28 de tripler les énergies renouvelables, mais nous nous rapprochons — et les gouvernements disposent des outils nécessaires pour combler l'écart », a déclaré Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE. « L'éolien terrestre et le solaire photovoltaïque sont aujourd'hui moins chers que les nouvelles centrales à combustibles fossiles presque partout et moins chers que les centrales à combustibles fossiles existantes dans la plupart des pays. Il reste encore de gros obstacles à surmonter, notamment le difficile environnement macroéconomique mondial. Pour moi, le défi le plus important pour la communauté internationale consiste à accroître rapidement le financement et le déploiement des énergies renouvelables dans la plupart des économies émergentes et en développement, dont beaucoup sont laissées pour compte dans la nouvelle économie énergétique. La réussite de l'objectif de triplement dépendra de cela ».

Baisse du prix de 50 % du photovoltaïque en un an

Le déploiement de l'énergie solaire photovoltaïque et de l'éolien terrestre jusqu'en 2028 devrait plus que doubler aux États-Unis, dans l'Union européenne, en Inde et au Brésil, par rapport aux cinq dernières années.

Les prix des modules solaires photovoltaïques en 2023 ont diminué de près de 50 % par rapport à l'année précédente, les réductions de coûts et le déploiement rapide devant se poursuivre. En effet, la capacité manufacturière mondiale devrait atteindre 1 100 GW d'ici la fin de 2024, dépassant largement la demande. En revanche, l'industrie éolienne (en dehors de la Chine) est confrontée à un environnement plus difficile en raison d'une combinaison de perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement, de coûts plus élevés et de longs délais d'autorisation,

qui nécessitent une plus grande attention politique.

Grand retard de l'hydrogène : 7 % des projets réalisés

Le rapport fournit également une vérification de la réalité de la dynamique derrière l'hydrogène renouvelable, en évaluant le nombre de projets annoncés qui sont susceptibles d'aller de l'avant. Parmi tous les projets annoncés dans le monde pour utiliser des énergies renouvelables pour produire de l'hydrogène au cours de cette décennie, seulement 7 % de la capacité proposée devrait être mise en service d'ici 2030. La lenteur des projets parvenant à une décision d'investissement combinée à un appétit limité des acheteurs et à une production plus élevée. Les coûts ont entraîné un ralentissement des progrès sur de nombreux projets. Pour convaincre pleinement les investisseurs, les annonces de projets ambitieux devront être suivies de politiques cohérentes de soutien à la demande.

Agrocarburants pas encore neutres en bilan carbone

En 2023, le rôle des agrocarburants est également apparu. Les économies émergentes, avec en tête le Brésil et l'Inde, devraient générer 70 % de la demande mondiale au cours des cinq prochaines années, alors que les agrocarburants commencent à montrer leur véritable potentiel dans des secteurs difficiles à séduire, comme le transport aérien et en remplacement de carburants très polluants, comme le diesel. Alors que le déploiement des agrocarburants s'accélère, le rapport montre que cela ne se produit pas assez rapidement, avec une augmentation significative de la demande d'ici 2030 pour aligner les agrocarburants sur une trajectoire de carboneutralité.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Afrique du Sud contre Israël pour actes de génocide en Palestine à Gaza : la CIJ a entendu les Sud-Africains

Depuis l'offensive de l'armée coloniale israélienne voici trois mois, plus de 23 000 Palestiniens, pour la plupart des femmes et des enfants, ont été tués, ont déclaré des avocats devant le plus haut tribunal des Nations Unies. La majeure partie des 2,3 millions d'habitants de Gaza ont été déplacés, et un blocus israélien limitant sévèrement la nourriture, le carburant et les médicaments a provoqué une « catastrophe » humanitaire, selon l'ONU.

L'Afrique du Sud a réuni suffisamment de preuves pour lancer une action devant la Cour internationale de justice contre Israël. Un gouvernement d'extrême droite doit répondre d'actes de génocide devant la Cour internationale de justice. C'est un moment qualifié d'historique par nombre d'observateurs.

« Ces déclarations sont ensuite répétées par les soldats sur le terrain à Gaza alors qu'ils s'engagent dans la destruction des Palestiniens et de l'infrastructure physique de Gaza. »

Tembeka Ngcukaitobi a attiré l'attention du tribunal sur les commentaires du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu le 28 octobre 2023, appelant les troupes terrestres qui se préparent à entrer à Gaza à « se souvenir de ce qu'Amalek vous a fait ».

« Cela fait référence au commandement biblique de Dieu à Saül de détruire en représailles tout un groupe de personnes », a déclaré l'avocat.

« Les preuves de l'intention génocidaire sont non seulement effrayantes, mais elles sont également accablantes et incontestables », a-t-il ajouté.

84 pages de preuve

« Stop, stop au génocide »

L'Afrique du Sud à La Haye soutient qu'Israël a violé la convention sur le génocide de 1948, établie au lendemain de l'Holocauste, qui exige que tous les pays empêchent la répétition de tels crimes. Il a déposé un document de 84 pages auprès du tribunal détaillant les actes qui, selon lui, constituent un génocide à Gaza.

Adila Hassim, avocate représentant l'Afrique du Sud, a déclaré à la CIJ qu'Israël avait violé l'article II de la Convention sur le génocide, qui incluait le « massacre » de Palestiniens à Gaza.

« Israël a utilisé 6 000 bombes par semaine... Personne n'est épargné. Pas même les nouveau-nés. Les chefs de l'ONU l'ont décrit comme un cimetière pour les enfants », a-t-elle déclaré.

"Rien ne mettra fin aux souffrances, sauf une ordonnance de ce tribunal », a-t-elle ajouté. L'Afrique du Sud a demandé à la CIJ d'ordonner à Israël de suspendre sa campagne militaire.

Aya Daloul, une résidente de Gaza, a déclaré qu'elle espérait une décision favorable et que la CIJ aide à « mettre fin au génocide israélien contre les Palestiniens ». « La guerre doit prendre fin. Nous devons rentrer chez nous et vivre en liberté et en paix », a-t-elle déclaré à Al Jazeera.

Devant la CIJ, un grand nombre de manifestants se sont rassemblés pour exprimer leur solidarité avec les Palestiniens et appeler à la fin de la guerre d'Israël, avec des gens brandissant des drapeaux palestiniens et scandant de temps en temps : « Stop, stop au génocide », « Nous sommes tous Palestiniens » et « Boycottez Israël ». ».

« Je suis ici parce que nous ne pouvons pas assister à ce génocide tous les jours sur les réseaux sociaux et ne rien faire », a déclaré Kim Wouters, un manifestant venu de Bruxelles.

Pendant ce temps, les Sud-Africains se sentent « très fiers » des poursuites judiciaires engagées par leur pays, a déclaré Fahmida Miller d'Al Jazeera, dans un reportage depuis Pretoria.

« Ce qui se passe à Gaza résonne très profondément chez de nombreux Sud-Africains en raison de leur propre histoire d'apartheid, d'assujettissement, d'oppression, de racisme institutionnalisé et des défis que les Sud-Africains ont dû surmonter », a-t-elle déclaré.

Texte religieux utilisé pour motiver au massacre des Palestiniens

Tembeka Ngcukaitobi, un autre avocat sud-africain, a abordé la question de « l'intention génocidaire » d'Israël contre les Palestiniens de Gaza, ce qui est généralement la chose la plus difficile à prouver dans une affaire de ce type.

« Les dirigeants politiques israéliens, les commandants militaires et les personnes occupant des postes officiels ont systématiquement et en termes explicites déclaré leur intention génocidaire », a-t-il déclaré.

Oté

**In pé lé dakor avèk noute rovandikassion, sof inn...
lo pli inportan : lo droi pou nou pran bann déssizyon
dann noute lintéré !**

Opliss i sava, opliss in bann i rakrosh azot avèk bann propozission noute parti la fé dopi in bon koupe de tan : avèk noute lang kréol épi noute lidantité rényonèz, avèk lotonomi alimanter — in pé i apèl sa souvrènté alimanter — avèk lotonomi énézèzik — avèk noute volonté l'inovassion — antouléka avèk noute vinn-sink propozission.

Sak i lir noute zoinal Témoignages i koné sa dopi lontan.

Mé oila dann zot ropriz néna in n'afèr zot i obliye a mwinss ké zot la pèr sa i korsh zot boush, amwinss ké zot la pèr bann réakssyonèr épi l'éta li mèm i mète in kou d'aré. Biensir mi vé anparl in n'afèr sèryé ni pé apèl sa konm ni vé, mé sé lo pouvoir pou lo pèp rényoné gouvèrn ali par li mèm dann bann séktèr inportan... apèl sa lotonomi politik, apèl sa la rovandikassion d'in pèp majeur, apèl sa noute majorité, apèl sa ankor noute souvrènté... di d'ote nom si zot i vé mé antouléka sé lo droi pou bann rényoné okipe zot prop zafèr san prann lé z'orde an déor.

Poitan, fransh vérité, toute noute bann rovandikassion lé inportan, mé lo droi désside par nou mèm dann sak i intèrèss anou mèm, fransh vérité sé lo pli inportan é san li toute lé zote rovandikassion sar in manyèr koz solman la boush rouvèr, san trape noute bann rovandikassion lé kapital pou noute l'intéré. Lulu Biuedinger téi di souvan : kissa i komann noute péi é pèrssone i pé pa di anou sa la pa in késtyon fondamantal !

Mézami, shak kriz internassyonal kissoi dann loséan indien, kissoi d'ote koté i mète anou dann difikilté pou noute otosibzistanss, par l'fète ké ni pé pa pran bann déssizyon k'i fo, lo moman k'i fo é bann moune déor la pran toute kalité déssizyon lé pa dann noute lintéré, mé dann lintéré lo sistèm néokolonyal épi son bann profiter.

In légzanpe : lotonomi dann l'énézèzi. Madame la Prézidante l'assanblé nassyonal lé kontan pars ni marsh dann la dirékssion d'in lénèzèzi prop... Nou ossi nou lé kontan, mé ni apèrssoi sa sé in manyèr goumante noute dépendanss par rapor bann moune déor é kan v'ariv in kou d'trafalgar sé nou k'sar frite konm la mori frite.

A bon antandèr, salu !

Justin